

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies reconnaît le droit à un environnement sain

[Actu-Environnement.com](https://www.actu-environnement.com) / [Gouvernance](#) | 15 octobre 2021 | [Laurent Radisson](#)
<https://www.actu-environnement.com/ae/news/conseil-droits-hommes-nations-unies-reconnaissance-droit-environnement-sain-38372.php4#xtor=ES-6>

« *Nous devons nous appuyer sur cet élan pour dépasser la fausse séparation entre l'action environnementale et la protection des droits de l'homme. Il n'est que trop clair qu'aucun des deux objectifs ne peut être atteint sans l'autre* », a déclaré la Haut-Commissaire aux droits de l'homme. Michelle Bachelet réagissait ainsi à l'adoption, le 8 octobre, par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'[une résolution](#) reconnaissant le droit de l'homme à un environnement sain, en même temps qu'[une autre](#) créant un rapporteur spécial spécifiquement dédié aux impacts du changement climatique sur les droits de l'homme. [<https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-38372-resolution-onu-droit-environnement-sain.pdf>]

Cette résolution, proposée par le Costa Rica, les Maldives, le Maroc, la Slovénie et la Suisse, a été adoptée par 43 voix pour et quatre abstentions (Chine, Inde, Russie, Japon). La question doit maintenant être soumise à l'assemblée générale des Nations unies pour un examen plus approfondi.

Le texte adopté reconnaît les dommages infligés par les changements climatiques et la destruction de l'environnement à des millions de personnes dans le monde. « *Des mesures audacieuses sont maintenant nécessaires pour que cette résolution sur le droit à un environnement sain serve de tremplin pour faire pression en faveur de politiques économiques, sociales et environnementales transformatrices qui protégeront les personnes et la nature* », a déclaré Mme Bachelet.

« *Même si plus de 150 États reconnaissent déjà ce droit dans leur législation interne, c'est la première fois qu'un texte international le consacre expressément* », salue la Global Pact Coalition, qui vise à promouvoir un projet de Pacte mondial pour l'environnement. Un texte qui consacrerait les droits et devoirs des citoyens et des gouvernants en matière d'environnement. Porté à l'ONU par Emmanuel Macron, il a fait l'objet d'une résolution de l'[Assemblée générale des Nations unies](#) en mai 2018 mais les discussions se sont, depuis, [enlisées](#). L'adoption de cette nouvelle résolution pourrait relancer le projet d'adopter un [nouveau traité international](#).

© Tous droits réservés Actu-Environnement Reproduction interdite sauf [accord de l'Éditeur](#) ou [établissement d'un lien préformaté](#) [38372] / [utilisation du flux d'actualité](#).